

Ecrit par le 3 février 2026

Concours talents des cités 2024 : les inscriptions sont encore ouvertes jusqu'au 24 juillet



En place depuis 2002, le concours « talents des Cités » ouverts aux entrepreneurs du territoire issus des quartiers prioritaires est toujours ouvert aux inscriptions. Les candidats qui souhaitent participer à ce programme qui récompense l'énergie entrepreneuriale des quartiers auront jusqu'au 24 juillet pour s'inscrire.

23 ans après son lancement, le concours « talents des cités » insufflé par [Bpifrance](#) revient pour une nouvelle édition. Cette initiative, financée par l'Etat et la Caisse des dépôts via la [Banque des territoires](#) à hauteur de 456 millions d'euros sur 4 ans, a pour objectif de repérer, récompenser et accompagner les réussites entrepreneuriales issues des quartiers prioritaires de la ville. Elle a été lancée dans le cadre du programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 » et récompensera une trentaine de créateurs d'entreprises qui incarnent les valeurs d'abnégation et d'autonomie, chères à la branche entrepreneuriale.

Ecrit par le 3 février 2026

Un concours économique et social

Si vous souhaitez participer, les inscriptions sont toujours ouvertes, vous avez jusqu'au 24 juillet pour vous inscrire et candidater en cliquant sur ce [lien](#). Pour être éligible, il suffit d'être candidat résidant ou ayant installé une entreprise en QPV (quartier prioritaire de la ville) et d'être suivi par un organisme d'accompagnement ou de financement à la création d'entreprise.

Attentifs sur les modalités d'inscription, les équipes du concours choisiront les candidats en fonction de leur parcours, leur motivation, leur profil entrepreneurial et enfin la viabilité économique de leurs projets ainsi que l'impact de ces derniers sur leurs zones d'habitation.

La catégorie « jeune pousse » viendra récompenser les entrepreneurs en activité immatriculés sur une période inférieure à un an et la catégorie « création » viendra gratifier les entrepreneurs en activité depuis plus d'un an et moins de 3 ans. 14 lauréats régionaux seront sélectionnés pour le Concours national et 6 lauréats seront primés lauréats nationaux Talents des Cités. Chaque année, une trentaine de lauréats sont récompensées et plus de 70.000 euros de dotations sont distribués.

L'Occitan fait son entrée dans l'outil de traduction de Google



[Google](#) vient d'intégrer 110 nouvelles langues à son outil de traduction [Google Translate](#). Parmi elles, plusieurs langues régionales utilisées en France comme le Breton, le Corse et [l'Occitan](#).

« L'intégration de l'Occitan, même si elle nous paraît tardive, témoigne de l'importance de son usage sur internet », se félicite la structure de défense de cette langue [Assemblada Occitana](#) qui rappelle que « grâce au travail de beaucoup de bénévoles, l'occitan est très présent sur internet, notamment dans Wikipédia et dans des applications diverses : WordPress, Windows... »

« Maintenant il faut améliorer la qualité de l'occitan traduit : il faut y garantir une grammaire authentique, la disponibilité des sept dialectes et la norme du Conseil de la langue occitane », insiste Assemblada Occitana.

S'il est difficile d'évaluer précisément le nombre de locuteurs, on estime tout de même qu'ils seraient près de 600 000 à parler couramment l'Occitan dans la partie Sud de la France. Le Provençal étant l'une des variantes encore utilisée par environ 200 000 personnes dans la région.

Ecrit par le 3 février 2026

8% de la population mondiale concernée

Aujourd’hui, grâce à ces 110 nouvelles langues représentent plus de 614 millions de locuteurs (de quoi permettre à 8% de la population mondiale d’effectuer des traductions), Google Translate propose désormais 243 langues.

Afin de déterminer, l’intérêt d’une langue, Google évalue notamment le nombre de demandes reçues pour la prise en charge de la langue, le nombre de locuteurs de cette langue ainsi que la quantité de données disponibles pour former l’intelligence artificielle qui pourra faire ces traductions.

Objectif : 1 000 langues

« Il y a beaucoup de critères à prendre en compte lorsque l’on ajoute de nouvelles langues à Google Traduction, depuis les variétés de langues que nous proposons jusqu’aux orthographies spécifiques que nous utilisons, explique [Constantin Foniadakis](#), porte-parole français de Google. Les langues intègrent énormément de variétés : variétés régionales, dialectes, normes orthographiques différentes. En fait, de nombreuses langues n’ont pas de forme standard et il est donc impossible de choisir la ‘bonne’ variété. Notre approche a consisté à donner la priorité aux variétés les plus couramment utilisées de chaque langue. Grâce à nos partenariats avec des linguistes spécialisés et des locuteurs natifs, nous continuons à faire de grands progrès. Et au fur et à mesure que la technologie progresse, nous allons continuer à prendre en charge encore plus de variétés de langues et de conventions orthographiques. »

A termes, Google a [annoncé](#) le lancement de la ‘1,000 Languages Initiative’ (initiative 1 000 langues), un engagement à construire des modèles d’IA qui prendront en charge les 1 000 langues les plus parlées dans le monde, sur les 6 000 à 7 000 dialectes de la planète.

L’intelligence artificielle au cœur des préoccupations des Directeurs généraux des Services des collectivités territoriales



Le vendredi 28 juin, la commune de Lourmarin a accueilli le congrès régional du Syndicat national des Directeurs généraux des Services des Collectivités territoriales (SNDGCT) PACA. Une journée sur le thème de l’intelligence artificielle.

Après The Camp à Aix-en-Provence, l’union régionale du SNDGCT a choisi la [Fruitière Numérique](#), à Lourmarin, pour organiser son congrès régional annuel. Un lieu stratégique centré sur le numérique,

Ecrit par le 3 février 2026

comme son nom l'indique. Anciennement une coopérative de fruits et légumes, la municipalité a su réhabiliter la Fruitière Numérique, qui, aujourd'hui, a pour missions la vulgarisation de l'informatique, pour les jeunes comme les seniors, l'accueil des artistes et artisans qui viennent modéliser leurs projets, mais aussi le développement du coworking.

C'est donc tout naturellement que l'union régionale du Syndicat a choisi un thème autour du numérique et de l'innovation pour ce congrès : 'Piloter les transformations en 2024 : les dirigeants territoriaux en première ligne'. La journée a été rythmée par des tables rondes, mais aussi des conférences autour d'un sujet central : l'intelligence artificielle. Les directeurs généraux des services (DGS) participants ont pu également profiter d'ateliers 'Parcours dirigeant' pour s'inspirer et se ressourcer, ainsi que d'un espace avec 22 exposants (assurances, conseils en finance, installations d'équipements multimédias, solutions juridiques, etc).

Un congrès coorganisé par les sections régionale, vauclusienne et bucco-rhodanienne

Pour la deuxième année consécutive, le congrès régional est coorganisé par [Laurent Régné](#), président régional du SNDGCT, [Karine Icard](#), présidente de la section vauclusienne, et [Philippe Sanmartin](#), président de la section des Bouches-du-Rhône, ainsi que par leurs équipes. Chaque année, les équipes prennent le soin de choisir un lieu impactant, propice à la synergie. Après les Bouches-du-Rhône en 2023, c'est le Vaucluse qui a accueilli cette année le congrès régional.

« Ce congrès est l'opportunité de mutualiser nos connaissances. »

Karine Icard

Les DGS ont répondu « oui » à l'invitation de Laurent Régné, Karine Icard et Philippe Sanmartin. Quelque 200 personnes sont venues échanger autour de l'intelligence artificielle, dont environ 170 DGS, qui ont fait le déplacement depuis toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. « L'intelligence artificielle impacte nos méthodes de travail, va impacter nos relations sociales au sein des organisations et nos relations avec le public, notre management doit s'adapter rapidement à ces évolutions, a affirmé Laurent Régné. C'est une chance d'être là au moment où se fait cette bascule. »

L'intelligence artificielle, le fruit de la connaissance humaine

Après quelques prises de parole officielles, il est temps de rentrer dans le vif du sujet avec une première conférence : 'L'intelligence artificielle : des opportunités pour nous tous'. [Olivier Oullier](#) a su captiver son public instantanément, mêlant humour, connaissances et faits. Le neuroscientifique et entrepreneur en neurotech a tenu à démarrer cette journée en reposant les bases sur ce qu'est l'intelligence artificielle.

Ecrit par le 3 février 2026

« Nous n'avons pas encore assez de recul sur l'IA générative pour en connaître l'impact. »

Olivier Oullier

Après avoir rappelé que l'intelligence artificielle était basée sur l'intelligence humaine pour entraîner les machines, Olivier Oullier a précisé que son utilisation entraîne tellement d'attentes qu'elle mène souvent à la déception. Comme les intervenants qui l'ont succédé l'ont mentionné tout au long de la journée, l'intelligence artificielle ne doit pas être vue comme une solution magique, mais plutôt comme un outil, qui peut être formidable dans certaines tâches au quotidien, mais à utiliser avec parcimonie. Le conférencier a notamment donné l'exemple de Samsung, dont certaines données confidentielles ont fuité à cause de l'utilisation de l'intelligence artificielle par l'entreprise coréenne.



Olivier Oullier. ©Vanessa Arnal

Les DGS ont pris la parole

Est venu le moment des tables rondes, durant lesquelles les directeurs généraux des services de diverses collectivités territoriales ont partagé leurs expériences, leurs doutes et leurs réussites, relatifs à l'intelligence artificielle. En tout, trois tables rondes ont eu lieu simultanément dans différentes salles de la Fruitière Numérique, et chaque participant a pu choisir le sujet qui l'intéressait le plus :

- 'L'intelligence artificielle, levier de transformation numérique à l'ère de la cybersécurité' avec [Lionel Peres](#) (DGS de Vaison-la-Romaine, membre du bureau SNDGCT 84), [Bertrand Combes](#) (DGS de Sorgues), [Célia Nowak](#) (Déléguée régionale à la sécurité numérique en région PACA ANSSI), Chef d'escadron [Fabien Suchaud](#) (Commandant de la Section d'appui Judiciaire de Marseille, Gendarmerie Nationale), et [Damien Hassko](#) (Responsable du CSIRT Urgence Cyber - Région Sud).
- 'L'intelligence artificielle au service des usagers et des agents publics' avec [Johanna Quijoux Butler](#) (DGS de Piolenc, membre du bureau SNDGCT 84),
- [Fatima Meslem](#) (DGS de la commune de Plaisir dans les Yvelines), [Line Galy](#) (Directrice du pôle numérique et données à Montpellier Méditerranée Métropole), et [Sophie Regis](#) (Directrice du développement économique & de l'emploi à Châteauneuf-les-Martigues et Présidente de Big Bloom Marseille).
- 'L'intelligence artificielle, levier de transformations environnementales à l'ère de la sobriété ?' avec [Laure Galpin](#) (Directrice du Parc Naturel Régional du Luberon et membre du bureau SNDGCT 84), [Bruno Lenzi](#) (Chef de projet data / IA au sein de l'Ecolab du Commissariat général du Développement Durable, Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires), Matthieu Porte (Coordinateur des activités IA à l'IGN), et [Nathalie Bonneric](#) (Cheffe du service études et prospectives du Département de l'Hérault).

Ecrit par le 3 février 2026

L'intelligence artificielle révolutionne le monde du travail

L'après-midi, c'est au tour de la conférencière [Cécile Dejoux](#), aussi professeure au Cnam, spécialiste des sujets RH et de l'IA, de prendre la parole sur le sujet du jour avec la conférence : 'Quand l'intelligence artificielle générative transforme le travail'. Elle commence par annoncer que peu d'entreprises françaises utilisent l'intelligence artificielle au quotidien. « C'est l'esprit français, qui est dans l'attente avant de se jeter dans l'innovation », a expliqué Cécile Dejoux.

« L'IA générative n'est pas la réalité comme une machine à calculer, c'est le monde du faux, il faut systématiquement vérifier. »

Cécile Dejoux

Comme Olivier Oullier, Cécile Dejoux nuance son propos en admettant que l'intelligence artificielle puisse être un très bon outil, permettant une meilleure productivité, un gain de temps, de créativité, d'innovation, d'automatisation et de personnalisation, mais qu'elle peut aussi mener à des erreurs. Il faut être précautionneux au niveau de la data, de l'environnement car les intelligences artificielles sont très énergivores, de l'éthique, ou encore des cyberattaques. La conférencière a également évoqué la santé mentale, qui pourrait être impactée négativement à cause d'une utilisation abusive de l'intelligence artificielle qui ne laisserait plus aucune place à la productivité et à la créativité.



Cécile Dejoux. ©Vanessa Arnal

Un partenariat entre le SNDGCT 84 et le CNFPT

Enfin, ce congrès a aussi été l'occasion pour la section vauclusienne du SNDGCT et pour le [Centre national de la fonction publique territoriale](#) (CNFPT) de renforcer leurs liens en signant une convention de partenariat afin de présenter une offre de formation répondant aux enjeux vauclusiens et de ses cadres territoriaux.

Dans le cadre de cette alliance, les deux entités s'engagent en faveur de l'organisation ou de la participation conjointe à des évènementiels d'actualité, et de l'animation et de l'accompagnement du réseau de cadres dirigeants territoriaux autour de 3 axes : la professionnalisation du cadre dirigeant, l'accompagnement des transformations dans les organisations, et l'accompagnement de projets liés aux transitions notamment environnementales et écologiques.



Karine Icard, présidente de la section vauclusienne du SNDGCT, entourée des membres du bureau, et Astrid volkaerts, directrice adjointe formation action territoriale délégation CNFPT PACA, ont signé la convention de partenariat. ©Vanessa Arnal

Ecrit par le 3 février 2026

French Tech Grande Provence : un levier de développement innovant



Ce jeudi 23 mai, s'est tenu l'assemblée générale du bureau et des membres de [la French Tech Grande Provence](#) qui œuvre depuis 2019 pour l'entreprenariat local et agit comme un levier de

Ecrit par le 3 février 2026

développement économique dédiée à l'innovation. L'occasion pour les responsables de l'association de tirer le bilan d'une année 2023 mitigée avec des problèmes de trésorerie mais des également des axes d'améliorations pour le futur.

Une année contrastée mais des perspectives à développer. Voilà comment on pourrait résumer l'année 2023 de l'association French Tech Grande Provence qui a présenté son bilan lors de leur assemblée générale annuel qui s'est déroulé le jeudi 23 mai au sein du [Living Lab](#), à Agroparc. Une réunion qui a réuni l'ensemble des membres du bureau et qui ont permis d'aborder entre autres le bilan d'activité 2023, le rapport financier, l'approbation des comptes, les cotisations de l'année écoulée et la feuille de route 2024.

[Paul Hermelin](#), président de la structure et du conseil d'administration de [Capgemini](#) a ouvert la réunion aux côtés du co-président, [Matteo Gachon](#), jeune entrepreneur et dirigeant de [la start-up ECC Technologies](#). L'occasion pour les deux hommes de rappeler l'évolution prise par l'association depuis sa labérisation à travers des chiffres-clés qui montrent l'engouement qui existe autour de French Tech Grande Provence.

123 adhérents, 215 startups accompagnées depuis 2015 et surtout 69 porteurs de projets accueillis en 2023 « on a organisé 27 évènements cette année dans le but de fédérer et de créer des liens professionnels entre nos adhérents, on est malgré une année difficile sur le plan de la trésorerie, sur une croissance du nombre d'entreprises que l'on accompagne, que l'on aide à se structurer et à se développer et cela grâce au travail formidable de nos bénévoles qui consacrent tellement d'heures à la réussite de nos objectifs et qui anticipent les besoins et les problématiques d'avenir » souligne Paul Hermelin.

Des difficultés financières en 2023

Le premier constat dressé durant cette assemblée générale fut que l'association a vécu une année 2023 particulièrement difficile sur le plan de la trésorerie avec un résultat net négatif qui a été évalué à 35.000€ et une trésorerie négative à -40.875€ selon [Philippe Espanet](#), trésorier général de French Tech Grande Provence. Les fonds propres subissent également une diminution de -39.351 € par rapport à 2022.

La raison principale à cette problématique économique réside en premier lieu sur le nombre en baisse d'adhérents ce qui fatallement a découlé sur une chute du nombre d'entreprises incubées et une perte de subventions fatale aux comptes de l'association. [La Région Sud](#) qui soutient French Tech Grande Provence depuis plusieurs années à retirer sa subvention d'un montant de 12.500€ pour la première fois « cette contrainte nous oblige à chercher de nouvelles solutions et ne plus avoir à dépendre de ces aides publiques. Notre réflexion est donc axée en 2024 sur la recherche de nouveaux partenaires, essentiellement privées pour permettre un nouvel assainissement des comptes et un modèle économique fort » soutient le co-président Mattéo Gachon.

Ecrit par le 3 février 2026



De gauche à droite : Philippe Espanet, trésorier de French Tech Grande Provence, Paul Hermelin, président de l'association, Mattéo Gachon, co-président et Anthony Poirier, secrétaire général.

L'accent mis sur les incubateurs

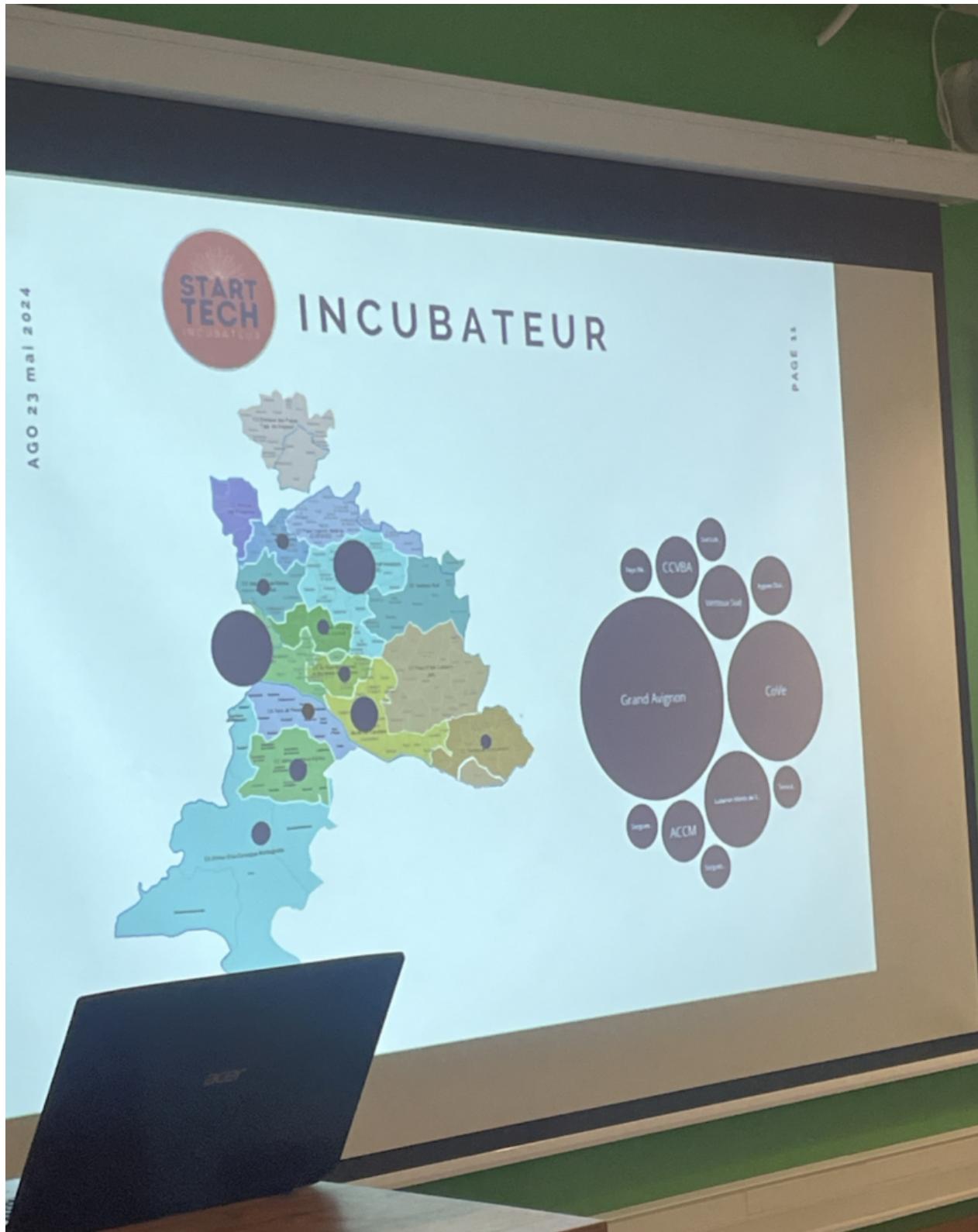
Depuis sa labérisation, French Tech Grande Provence est particulièrement attentive à ses programmes d'incubateurs auprès des structures adhérentes que ce soit des start-ups ou des PME. Mettre l'accent sur

Ecrit par le 3 février 2026

l'accompagnement de ces projets d'entreprises est bien entendu un enjeu d'avenir comme l'a confirmé [Laure Baudoin](#), responsable pédagogique et communication de l'association « notre objectif principal est toujours le même, favoriser l'émergence des start-ups, accélérer leur croissance, renforcer leur attractivité afin de structurer et animer l'écosystème territorial. On a particulièrement à cœur d'encourager la diversité et l'inclusion ».

L'association a dénombré 47 start-ups dans son programme incubateur en 2023, un chiffre qu'il convient de mettre en perspective car French Tech Grande Provence a calculé une baisse de 9% du nombre d'incubés par rapport à 2022 passant de 152 à 123 « on doit revoir notre modèle, c'est indéniable car le modèle économique de l'incubateur est extrêmement fragile. Nous devons collaborer plus activement auprès des PME (Petites et moyennes entreprises) et pas seulement nous focaliser sur les start-ups. » assure Laure Baudoin.

Ecrit par le 3 février 2026



Ecrit par le 3 février 2026

Répartition des entreprises incubées accompagnées par French Tech Grande Provence sur le département du Vaucluse

Une feuille de route 2024 placée sous le signe de l'innovation et de recherche de partenaires

Cependant, ce constat étant fait, il permet aux membres directoires du bureau d'avoir une vision claire pour 2024 et les années à venir avec une stratégie plus forte tout en gardant les points positifs déjà apportés « Nous avons entre 10 et 12 incubateurs par promotion d'accompagnement, ce qui est évidemment un chiffre limité mais cela permet néanmoins un accompagnement plus personnalisé de la part de nos trois formateurs certifiés qui sont des mentors, chefs d'entreprises confirmés qui accompagnent individuellement les futures entreprises lors d'ateliers collectifs et individuels. Depuis le lancement en 2021, 92% des entreprises ayant suivi cette cession ont lancé leur entreprise » souligne Laure Baudoin.

L'année 2024 sera primordiale sur ce volet et pour ré augmenter le nombre d'incubateurs, les membres de French Tech Grande Provence sont prêts à mettre en place plusieurs solutions innovantes « Pour l'année à venir, on réfléchit à travailler sur un modèle de « success fees » qui permettrait aux start-up en fin d'incubation ou développé économiquement après un an d'accompagnement de nous payer la dernière partie. On trouve ça plus juste que d'avoir un tarif pour tout le monde qui empêche l'accessibilité à l'accompagnement. On souhaite également à un partenariat avec [Avignon Université](#) pour que les étudiants aient un fond de soutien qui viendrait de la fondation de l'université, on recherche cette année à développer notre nombre de partenaires privés pour relancer une croissance stable et efficace sur ce point » conclut la responsable pédagogique.

La CCI de Vaucluse lance sa propre plateforme de recherche d'emploi et d'alternance



La CCI de Vaucluse a annoncé l'arrivée prochaine de STARTINGJOB, sa plateforme de recherche d'emploi et d'alternance afin de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes vauclusiens ainsi qu'améliorer l'accompagnement des entreprises du département. Cette innovation recensera les offres de formations proposées sur son Campus à Avignon.

Une plateforme facile d'accès et adaptée aux besoins locaux

Ecrit par le 3 février 2026

La nouvelle plateforme STARTINGJOB de [la CCI Vaucluse](#) rentre parfaitement dans l'esprit insufflé par la structure territorial. Elle répond à un double enjeu : soutenir les entreprises dans leur quête de talents et offrir aux jeunes une porte d'entrée efficace dans le monde professionnel. En lien direct avec les formations proposées par [le Campus de la CCI](#), la plateforme promet une synergie entre les besoins du marché du travail et les compétences des diplômés.

Sur le principe d'une web application, STARTINGJOB se veut très simple d'utilisation : l'interface est optimisée pour une utilisation sur smartphone, et aucune inscription n'est nécessaire, que l'on soit recruteur ou candidat.

Un projet soutenu par des partenaires locaux

Le projet bénéficie du soutien des intercommunalités de Vaucluse, qui voient en STARTINGJOB un levier de croissance économique et qui contribuent à enrichir l'offre de la plateforme. En intégrant les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dans ce projet, la CCI de Vaucluse remplit sa mission principale de liant et renforce ainsi les synergies entre les différents acteurs économiques du département, dans un objectif commun de développement économique et d'emploi local.

Lien vers STARTINGJOB : <https://startingjob.fr/>

Berto, KP1 et Eureenco dans le top 10 régional des leaders de l'innovation 2024



Pour la seconde année consécutive notre confrère [Les Echos](#) vient de dévoiler [son palmarès des 200 entreprises françaises leaders de l'innovation en 2024](#) établi en partenariat avec [Statista](#). Parmi ces sociétés bien établies, ces ETI (Entreprise de taille intermédiaire, ces start-ups et autres licornes, figurent 3 entreprises vauclusiennes.

Ainsi, l'avignonnais [KP1](#), qui figurait déjà sur le podium de l'année précédente (3e), se classe en 83^e position de ce classement destiné à établir les contours « de l'innovation made in France pour mieux en sentir les lignes de force, les secteurs et entreprises championnes de la R&D, de la créativité technologique ou servicielle. »

Le spécialiste français de la préfabrication et la poutrelle en béton précontraint, [qui a inauguré l'an dernier son nouveau siège social dans le quartier de Saint-Chamand](#), apparaît en 5^e position au niveau régional. L'entreprise, qui a vu le jour il y a plus de 60 ans à Pujaut, consacre entre 2% et 3% de son

Ecrit par le 3 février 2026

chiffre d'affaires annuel à la R&D (Recherche et développement).

Particulièrement mobilisée pour décarboner sa production, KP1, dirigé depuis 2021 par [Vincent Linchet](#), a notamment déposé près d'une centaine de brevets dans les domaines de la résistance mécanique, de la conformité aux réglementations sismiques et thermiques, des grandes portées...

En 2022, la société, qui regroupe 1 700 collaborateurs répartis dans une quarantaine de sites en France a réalisé un chiffre d'affaires de 330M€.



L'avignonnais KP1 est le **spécialiste français de la préfabrication et la poutrelle en béton précontraint. ©DR/KP1**

Dans ce classement national dominé par l'éditeur de logiciel Lex persona basé dans l'Yonne, la seconde entreprise vauclusienne à apparaître est [Eureenco](#) (99^e position nationale et 7^e position régionale). Implantée à Sorgues, elle a, elle-aussi, [inauguré son siège social l'an dernier](#) après l'avoir transféré dans le département depuis Massy en région parisienne. Leader européen des poudres et explosifs, le groupe dirigé par [Thierry Francou](#) est spécialisé dans la fabrication d'explosifs et d'additifs pour carburants destinés aux marchés civils et de la défense. La société intervient notamment dans la production des obus destinés aux canons Caesar qui s'illustrent actuellement aux mains des artilleurs ukrainiens dans le conflit avec la Russie.

Le groupe, qui recrute activement, s'est également associé à la CCI de Vaucluse afin d'ouvrir depuis

Ecrit par le 3 février 2026

novembre dernier [une formation pyrotechnie sur le campus consulaire d'Avignon](#).

Installée aussi à Bergerac, en Belgique et en Suède, Eureenco emploie plus de 1 200 personnes pour un chiffre d'affaires en hausse de +30% en 2022 et espère atteindre 600M€ d'ici 2025.



Le site de production de Sorgues du leader européen des poudres et explosifs. ©Eureenco

Enfin, c'est l'entreprise avignonnaise [Berto](#), leader français de la location de véhicules industriels avec conducteurs, qui clôture cet excellent millésime 2024 pour l'innovation en Vaucluse. Le groupe implanté dans la zone de Courtine est classé 165^e au niveau national (9^e en Paca) du palmarès Les Echos.

Aujourd'hui dirigé par [Adrien Berto](#), qui a repris les rênes de l'entreprise familiale en devenant président du directoire de Berto depuis l'automne dernier, la société créée en 1963 [vient de célébrer son 60^e anniversaire](#). Le nouveau dirigeant, qui représente la 3^e génération de la famille, a d'ailleurs été aussi désigné lauréat 2023 du prestigieux classement 'Choiseul Sud' de l'[Institut Choiseul](#) distinguant « les jeunes leaders économiques qui contribuent activement au dynamisme et à l'attractivité de la région sud de la France ».

Berto compte 5 100 collaborateurs, dont 4 100 conducteurs, et dispose de 15 000 véhicules proposés dans 82 implantations à travers le monde. L'entreprise avignonnaise devrait réaliser un chiffre d'affaires prévisionnel 2023 de l'ordre de 510M€.

Ecrit par le 3 février 2026



Le groupe avignonnais Berto dispose d'un parc de 15 000 véhicules disponibles dans ses 82 agences.
©DR/Berto

Le premier dispositif agrivoltaïque sur cultures d'abricots bio est à Cavaillon

Ecrit par le 3 février 2026



La société Sun'Agri, spécialisée dans les solutions intelligentes de soutien à l'agriculture, et l'exploitation cavaillonnaise Saint-Félix ont inauguré le premier dispositif agrivoltaïque mondial piloté sur des cultures d'abricots bio. L'exploitation devient donc le 34^e site à disposer de la technologie de Sun'Agri.

C'est sous un grand soleil, au cœur de l'exploitation Saint-Félix de 65 ha à Cavaillon, sous le nouveau dispositif agrivoltaïque, que se sont réunis 70 représentants de l'Etat, du territoire et du monde agricole pour découvrir ce dispositif, qui, pour la première fois aux niveaux local et mondial, a pour ambition de protéger des abricots en culture bio.

« *C'est une grande satisfaction et l'aboutissement de plusieurs années de travail que d'inaugurer ce projet.* »

Cécile Magherini, directrice générale de Sun'Agri

Ecrit par le 3 février 2026

Les persiennes agrivoltaïques ont été installées sur une surface de 2,5 ha dans le but protéger les vergers des changements climatiques, notamment de l'ensoleillement et des températures extrêmes qui peuvent être atteintes en pleine journée durant l'été. L'exploitation Saint-Félix a déjà perdu une grande partie de sa production d'abricots à cause de brûlures dues à la canicule en 2018. Pour attester de la différence à la fin de la saison, une zone de 0,3 ha n'a pas été recouverte de panneaux. La production annuelle prévisionnelle sur la parcelle agrivoltaïque est de 30 tonnes d'abricots bio par hectare.

« Nous avons souhaité apporter une protection agrivoltaïque à nos abricotiers pour gagner en ombrage l'été, renforcer leur résilience face au gel, diminuer les besoins en irrigation et utiliser la structure pour installer des filets para-grêles. »

Michel André, président de la SARL Saint-Félix

Différents équipements et capteurs seront installés sur le site, au niveau du sol et dans l'air tels que des tensiomètres, des compteurs connectés qui mesurent la consommation en eau sur la parcelle, des stations météorologiques pour mesurer la température, l'humidité dans l'air, la pluviométrie et la vitesse du vent. Le suivi agronomique de la parcelle sera effectué par la [Chambre d'Agriculture du Vaucluse](#), et le suivi écologique du projet par la [LPO PACA](#).

L'agrivoltaïsme en plein essor

Si c'est le premier dispositif agrivoltaïque sur cultures d'abricots bio, ce n'est pas le premier dispositif agrivoltaïque que compte le Vaucluse. Le département dispose déjà de deux autres installations agrivoltaïques à Piolenc, sur des vignes, et Carpentras, sur des cerisiers.

« Protection contre les aléas, augmentation du rendement agricole et baisse de la consommation en eau sont les enjeux de ce projet comme de tous ceux que nous portons. »

Cécile Magherini, directrice générale de Sun'Agri

Ce projet, à Cavaillon, représente un investissement global de 3,2 M€ pour protéger le verger sur les prochaines décennies. Il s'ajoute aux 33 sites agrivoltaïques plantés et embarquant déjà la technologie Sun'Agri sur le territoire national en 2024, et à ceux en cours d'étude ou de développement, pour une surface globale de 260 ha.



©Sun'Agri

Ecrit par le 3 février 2026

Avignon Université : des étudiants obtiennent un prix pour leur projet innovant



Aurélien Le Goff et Robin Talbot, étudiants en Master 'Ingénierie de la Production Végétale' à Avignon Université ont obtenu le 3^e prix de l'innovation en Sciences et techniques francophones décerné par la Conférence internationale des formations d'ingénieurs et techniciens d'expression française (Citef) pour leur projet 'Aerotechnicoponie'.

Le projet 'Aerotechnicoponie' vise à développer un modèle amélioré d'aéroponie (forme de culture hors-sol) pour répondre aux défis actuels de l'agriculture tels que le réchauffement climatique, la raréfaction des ressources en eau, le bannissement des pesticides et la nécessité d'une production alimentaire plus durable. Les deux étudiants se sont donc engagés dans une démarche visant à optimiser les installations d'aéroponie, à étudier leur impact énergétique et environnemental, et à les comparer aux techniques actuelles. Leur objectif est de développer une culture plus performante basée sur ces connaissances.

Leur projet a reçu un soutien financier l'unité de formation et de recherche Sciences, Technologie, Santé d'Avignon Université, permettant l'acquisition de matériel d'aéroponie. Dans la serre de l'université, Aurélien et Robin effectuent des tests prometteurs, avec pour objectif de perfectionner le matériel, développer leurs propres installations, et éventuellement les commercialiser.

Isofaculté accompagne les femmes victimes de violence



A l'occasion du salon [Cheval Passion](#), qui a eu lieu du 17 au 21 janvier au parc des expositions d'Avignon, l'association sportive et d'action sociale [Isofaculté](#), située à Mazan, a été récompensée lors de la 7e édition du Challenge de l'Innovation organisée par le salon pour son projet 'Femmes'.

Ecrit par le 3 février 2026

Le mercredi 17 janvier, le salon Cheval Passion a annoncé le palmarès de son 7e Challenge de l’Innovation qui récompense professionnels et associations dans plusieurs catégories : les 1er, 2e et 3e Prix de l’innovation, le Prix Développement durable, le Prix Enseignement et Formations, le Prix Soin et Bien-être, ainsi que le Prix Service et prestations. Ce dernier a été remporté par l’association mazanaise Isofaculté, qui œuvre pour améliorer l’équilibre, la santé et le bien-être par la médiation du cheval, de la nature et du vivant.

Isofaculté a mis en place le projet ‘Femmes’ dans le but d’accompagner les femmes victimes de violences par les outils de l’équihomologie. Il permet actuellement à une vingtaine d’entre elles de se reconstruire physiquement, émotionnellement, socialement et psychologiquement grâce au contact avec les chevaux lors de séances individuelles et collectives. Le dispositif peut d’ailleurs encore accueillir des femmes en séances collectives.

Le projet, qui est mené en partenariat avec Pôle-emploi, l’Association AMAV, l’Association Vivre Femmes, la MCPF, gendarmerie, l’Association Le Passage, la fédération la Fscf Paca , Rhéso et le Lucky Horse Ranch, a été jugé sur quatre points : la méthode par l’équihomologie, les résultats, la préparation des chevaux, et la recherche action. Il est financé par la Fondation de France, la Préfecture Du Vaucluse via le FIPD, la MSA, la CAF et La CoVe via le CISPD, mais l’association cherche de nouveaux mécènes pour garantir la suite à la rentrée 2024/25.